

Marco Rubio (pro-arménien) secrétaire d'Etat US : OTC

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont besoin d'un accord stratégique, affirme le Premier ministre Pashinyan

EREVAN, 13 NOVEMBRE, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a présenté les détails de sa rencontre avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev en marge du sommet des BRICS en Russie.

S'exprimant devant l'Assemblée nationale, M. Pashinyan s'est déclaré satisfait de la rencontre, notant qu'ils n'avaient jamais eu une conversation aussi longue.

« À mon avis, le plus important est qu'une idée a été exprimée selon laquelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont besoin non seulement d'un traité de paix et de divers traités de coexistence pacifique, mais aussi, à mon avis, de signer un accord stratégique sur les formules dans le cadre desquelles nous, en tant qu'État indépendant, allons vivre côte à côte dans les siècles à venir, parce que je pense que c'est la question la plus importante et la plus fondamentale », a déclaré M. Pashinyan.

M. Pashinyan a déclaré qu'il avait quelques idées sur cet accord stratégique.

« Dans l'ensemble, je peux dire que nous avons des perceptions sur cet accord

stratégique. Notre perception de l'accord stratégique est basée sur le concept de l'Arménie réelle. Et je trouve que cette conversation est très importante, même si elle doit avoir des manifestations politiques », a déclaré M. Pashinyan.

L'Arménie réelle est un concept adopté par le gouvernement du Premier ministre Pashinyan.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1204835), original at <https://armenpress.am/fr/article/1204835>

ARMENPRESS

14 novembre 2024

La position de l'Arménie concernant le gel de sa participation à l'OTSC reste inchangée, selon le ministère des Affaires étrangères

EREVAN, 14 NOVEMBRE, ARMENPRESS: La position de l'Arménie concernant le gel de sa participation aux travaux de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) n'a pas changé, a déclaré à Armenpress la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Ani Badalyan, évoquant une réunion des ambassadeurs des États membres du bloc organisée par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

« La position de l'Arménie concernant le gel de sa participation aux travaux de l'OTSC n'a pas changé », a déclaré Mme Badalyan. L'ambassadeur d'Arménie en Russie, Gurgen Arsenyan, a également participé à la réunion organisée par Lavrov et à laquelle ont assisté les ambassadeurs des États membres de l'OTSC en Russie. L'Arménie a gelé sa participation à l'OTSC en raison du non-respect par le bloc de ses obligations.

Nouvelles d'Arménie Magazine

14 novembre 2024

N. Pachinian rejette une condition clé de l'accord de paix azéri

Le Premier ministre Nikol Pachinian a rejeté mercredi 13 novembre les demandes persistantes de l'Azerbaïdjan visant à modifier la constitution arménienne qui, selon Bakou, contient des revendications territoriales à l'égard de l'Azerbaïdjan. Le président azerbaïdjanais Aliiev a décrit à plusieurs reprises un tel changement comme une condition préalable à la signature d'un accord de paix avec l'Arménie. Il l'a réitéré lors des entretiens qu'il a eus ces derniers jours avec des dirigeants étrangers.

Bakou se réfère au préambule de la constitution qui mentionne une déclaration d'indépendance de l'Arménie datant de 1990. Cette déclaration cite à son tour un acte d'unification de 1989 adopté par les organes législatifs de l'Arménie soviétique et de l'Oblast autonome du Haut-Karabakh de l'époque.

Faisant écho à une décision récente de la Cour constitutionnelle arménienne, N. Pachinian a minimisé l'importance juridique du préambule. Les articles de la constitution priment sur lui, a-t-il déclaré, ajoutant que c'est la constitution azerbaïdjanaise qui revendique le territoire arménien.

« L'Arménie, cependant, ne soulève pas la question de la modification de la constitution azerbaïdjanaise pour deux raisons, a déclaré M. Pachinian au Parlement arménien. Premièrement, une telle demande bloquerait le processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Et deuxièmement, il y a un article dans la partie convenue du traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui stipule que les parties ne peuvent pas se référer à leur législation nationale pour justifier leur incapacité à mettre en œuvre ce traité ».

« Selon la même logique, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'amender la constitution arménienne dans ce contexte », a-t-il ajouté.

M. Pachinian a lui-même déclaré en janvier que l'Arménie avait besoin d'une nouvelle constitution reflétant le « nouvel environnement géopolitique » de la région. Il a réfuté les affirmations de ses détracteurs selon lesquelles il souhaitait supprimer la constitution actuelle à la demande de Bakou. Toutefois, M. Pachinian a déclaré à l'époque que la paix avec l'Azerbaïdjan serait impossible tant que la référence constitutionnelle à la déclaration de 1990 resterait en place. En mai, le Premier ministre arménien a ordonné à un organe gouvernemental ad hoc de rédiger la nouvelle constitution avant la fin de 2026. Le chef de cet organe a déclaré par la suite que la constitution serait probablement soumise à un référendum en 2027.

Mercredi, M. Pachinian a déclaré qu'il pourrait « initier des changements constitutionnels » dans le cas improbable où la Cour constitutionnelle arménienne refuserait de valider l'éventuel traité de paix.

Le mois dernier, M. Pachinian aurait proposé à M. Aliev que leurs ministres des Affaires étrangères tiennent des discussions intensives de deux jours afin d'aplanir leurs dernières divergences et de signer le traité de paix avant le sommet sur le climat COP29 qui s'est ouvert lundi à Bakou. Ces discussions n'ont pas eu lieu. Un diplomate arménien de haut rang a admis lundi que les deux parties n'étaient toujours pas d'accord sur certaines dispositions du futur traité, après avoir échangé de nouvelles propositions de paix la semaine dernière.

Le principal conseiller en politique étrangère de M. Aliev, Hikmet Hajiyeu, a déclaré mercredi à l'agence de presse russe TASS que Bakou et Erevan reprendraient probablement leurs discussions sur les points d'achoppement le mois prochain.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Nouvelles d'Arménie Magazine

14 novembre 2024

Que se sont dit Pashinyan et Aliyev à Kazan ? Pashinyan estime l'accord de paix insuffisant

Pour instaurer une paix véritable, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne peuvent pas se contenter d'un simple traité de paix. Il leur faut un accord stratégique, a déclaré le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan au Parlement. Lors de la séance de questions-réponses avec les députés, il est revenu sur sa rencontre avec Ilham Aliyev en octobre à Kazan et a introduit le concept qu'il appelle « la véritable Arménie ». Mais l'Azerbaïdjan partage-t-il cette vision stratégique ? Aliyev a-t-il montré une quelconque ouverture sur ce sujet ? La posture de Bakou semble indiquer le contraire. À en juger par les discours d'Aliyev et ses alliés, l'objectif n'est pas de sceller une coexistence durable, mais de pousser l'Arménie vers un statut d'« État décoratif » - un pays réduit au rôle d'accessoire géopolitique, dépourvu de toute stratégie propre et soumis aux intérêts de l'Azerbaïdjan. Dans cette logique, la coexistence n'a de sens que si l'Arménie renonce à son autonomie et accepte de « complaire » à l'Azerbaïdjan.

La question dépasse pourtant les simples traités. La coexistence pacifique repose d'abord sur l'acceptation mutuelle de l'existence et de la légitimité de l'autre. Or, Bakou ne reconnaît l'Arménie que dans une mesure qui le satisfait. Dans cette vision, l'existence de l'Arménie est vue comme une concession azerbaïdjanaise. C'est ainsi que l'Azerbaïdjan définit la « véritable Arménie ».

Pashinyan n'a pas tort lorsqu'il affirme que le traité de paix ne suffit pas. En matière de diplomatie, la paix ne tient pas tant aux signatures apposées sur des documents qu'à l'équilibre des forces. La stabilité ne peut être garantie que par un équilibre qui dissuade toute velléité belliqueuse. Dès que cet équilibre vacille, les conflits s'enclenchent. L'histoire récente en témoigne : l'Ukraine, dont l'intégrité territoriale était censée être garantie par des puissances nucléaires, s'est retrouvée plongée dans une guerre dévastatrice.

L'Arménie doit impérativement travailler à restaurer un équilibre des forces pour espérer établir un environnement de paix durable. C'est à cette seule condition qu'un véritable accord stratégique, fondé sur une coexistence authentique, pourra émerger. Sinon, elle continuera d'être non pas un partenaire, mais un pion.

14 novembre 2024

Les COP se tiennent dans des pays où le respect des droits de l'homme est minime affirme Greta Thunberg

« Lorsque nous parlons de la crise climatique, nous ne pouvons pas prétendre que nous nous soucions de l'environnement si nous ne prenons pas en compte les violations des droits de l'homme au quotidien », a déclaré aujourd'hui Greta Thunberg, la célèbre écologiste suédoise, lors de la conférence sur « l'agression de l'Azerbaïdjan contre les droits de l'homme et la protection de l'environnement » en Arménie où elle se trouve depuis deux jours.

Selon Greta Thunberg, il est très important que nous parlions de valeurs et de perspectives écologiques.

« Nous prenons soin des êtres humains, nous exigeons la sécurité et la justice pour tous. On ne peut pas parler d'une justice sans parler de l'autre. C'est pour cette même raison que nous ne pouvons pas continuer à prétendre que les COP se tiennent dans des pays qui n'ont pas le moindre respect pour les droits de l'homme », a-t-elle déclaré.

Krikor Amirzayan

Nor Haratch

13 novembre 2024

Le Fonds Arménien de France achève un projet solaire agropastoral à Lusadzor



Le Fonds Arménien de France, avec le soutien financier du SIGEIF, a achevé le projet solaire agropastoral visant à couvrir jusqu'à 65% des besoins énergétiques de la ferme de Lusadzor, grâce à l'énergie solaire.

Le développement des activités de la ferme a entraîné une forte augmentation de la consommation d'électricité. Ainsi, la consommation qui était de 120 000 kWh en 2017, atteint aujourd'hui 350 000 kWh par an (+66%).

Grâce à une nouvelle unité de panneaux solaires de 70 kWc et l'optimisation de l'installation existante, la ferme produira annuellement 227 000 kWh d'électricité, soit une réduction des émissions de CO2 de 70 tonnes par an.

Ce projet va permettre de réduire les dépenses de fonctionnement de la ferme, contribuant ainsi à sa rentabilité. Il contribuera également à un bouquet énergétique diversifié et à l'indépendance énergétique de l'Arménie, tout en luttant contre le changement climatique.

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

13 novembre 2024

LA HAYE - La Cour internationale de Justice a rejeté les objections préliminaires présentées par Bakou

Le 12 novembre, la Cour internationale de Justice de La Haye a rejeté les deux objections préliminaires présentées par Bakou dans l'affaire « Arménie contre Azerbaïdjan ».

Il y a trois ans, en septembre, l'Arménie avait intenté une action devant la Cour contre l'Azerbaïdjan sur la base de violations de l'accord international « *sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* » par ce dernier.

En avril 2023, l'Azerbaïdjan avait présenté ses objections préliminaires.

La proposition de rejet de la première objection azerbaïdjanaise a été votée par 16 voix contre 1 et la seconde par 15 voix contre 1.

Notons que la Cour internationale de Justice a également déclaré qu'elle est compétente pour débattre de la plainte de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, car ce dernier avait contesté sa compétence pour discuter de certaines demandes introduites par la partie arménienne.

Mais cette nouvelle décision de la Cour internationale de Justice ne devrait poser aucun problème à un pays comme l'Azerbaïdjan, pour lequel les tribunaux et les cours de justice n'ont de sens que lorsqu'ils rendent un verdict en sa faveur. Et dans le cas contraire, il les ignore et méprise totalement... et puis c'est tout !!!

Nor Haratch

13 novembre 2024

PARIS - Les rencontres d'adieu de Hasmik Tolmajian

À l'occasion de la fin de sa mission diplomatique en France, l'ambassadrice Hasmik Tolmajian a eu une rencontre d'adieu avec les membres du gouvernement, Astrid Panosyan-Bouvet et Guillaume Kasparian.

Lors de l'entretien, Mme l'Ambassadrice a remercié les ministres, tant des organes législatifs qu'exécutifs, pour leurs efforts visant à renforcer la coopération et l'amitié franco-arméniennes fondées sur des valeurs communes.

À leur tour, les ministres ont hautement apprécié la coopération avec l'Ambassadrice basée sur la confiance mutuelle et ont souligné les réalisations significatives enregistrées dans le renforcement et le développement des relations franco-arméniennes ces dernières années. ■

USA

Nor Haratch

14 novembre 2024

Les bouleversements politiques attendus avec l'arrivée de Trump

L'élection de Trump a bouleversé les équilibres politiques Est-Ouest, au sein même du camp occidental. La déclaration préélectorale de Trump, sur le fait qu'il était en mesure d'arrêter la guerre entre la Russie et l'Ukraine dans les 24

heures, était un coup de massue pour les pays membres de l'OTAN. À cet égard, la déclaration ferme du nouveau chef de l'OTAN, Mark Rutte, selon laquelle les États-Unis pourraient se voir exclure de l'OTAN si l'Ukraine était offerte à la Russie, montre la détermination farouche des Européens à ne pas céder, même à l'heure où l'avancée des forces russes sur le front ukrainien est significative. Outre cette question, l'arrivée de Trump va faire émerger un nouvel ordre économique mondial, étant donné le protectionnisme chevronné de celui-ci, qui a été élu président avec le slogan «L'Amérique d'abord ». Le monde occidental libéral va-t-il se fissurer ?

Partisan de la paix en ce qui concerne la Russie, le Président élu n'a pas mentionné l'arrêt de la guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniens et les Libanais, bien que la machine de propagande israélienne la promeuve comme une guerre contre le Hamas et le Hezbollah. Par contre, il n'a pas oublié de citer la lutte contre le gouvernement islamique d'Iran. Naturellement, celui qui s'est le plus réjoui par l'élection de Trump a été le Premier ministre israélien Nethanyahu, qui depuis octobre 2023, n'a enregistré aucun succès tangible, ni sur le front de la libération des otages, ni sur celui de l'élimination complète du Hamas, ni dans la destruction du Hezbollah au Liban. Sa seule « réussite » étant la destruction de zones résidentielles par des attaques aériennes à grande échelle et l'assassinat de dirigeants de haut rang du Hamas ou du Hezbollah.

La politique mercantile de Trump affectera-t-elle également le financement de la guerre menée par Israël ? Ce dernier, depuis le début de la guerre, a bénéficié d'environ 18 milliards de dollars d'aide de la part des États-Unis, sans compter un soutien politique sans faille.

Ce soutien inconditionnel des gouvernements occidentaux à Israël a créé un schisme dans la société civile laquelle ne comprend pas, pour une bonne part, cette politique, quand des dizaines de milliers d'enfants et de femmes innocents sont victimes de bombardements aveugles sous couvert d'élimination des combattants du Hamas ou du Hezbollah.

Face à cette fracture entre les États-Unis et l'Europe, face à la crise interne, d'ordre social, la Russie a renforcé sa position en créant la plateforme des BRICS et a établi une coopération militaire avec l'Iran et la Corée du Nord. Et l'Iran de son côté, dans sa guerre contre Israël et l'Occident, a signé un accord avec

l'Arabie Saoudite - des frères ennemis à une certaine époque - afin de mener des exercices militaires navals conjoints. Ce qui montre le changement radical d'attitude de ce pays à l'égard d'Israël, puisqu'il avait signé, sous la présidence de Trump, les Accords d'Abraham.

Le domaine de la protection du climat crée un autre facteur de dissension dans le camp occidental. L'hostilité de la plus puissante économie du monde à l'égard de la lutte contre le réchauffement climatique n'est un secret pour personne. L'élection de Trump vient perturber les esprits à la veille de la tenue de la COP29 à Bakou. Cette localisation de la COP29 en Azerbaïdjan a déjà soulevé de nombreuses questions concernant les droits de l'homme, la protection du climat, le « greenwashing », les déclarations belliqueuses de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, le maintien abusif des prisonniers de guerre, le nettoyage ethnique de l'Artsakh.

Compte tenu de cette situation internationale complexe et perturbée, le conflit du Sud Caucase, ne paraît pas être prioritaire pour le président Trump, bien que lors de sa campagne, il ait fait allusion à la Défense des chrétiens. Mais en pratique, en dehors du pétrole, la région n'intéresse pas les grands acteurs, et l'Arménie n'est pas riche en ressources naturelles, à moins que la voie de communication médiane reliant la Turquie à l'Azerbaïdjan depuis l'Extrême-Orient soit retenue comme voie de commerce viable pour contourner l'influence russe et chinoise dans la région.

J. Tch.

Nouvelles d'Arménie Magazine

14 novembre 2024

Marco Rubio nommé

officiellement secrétaire d'État et la pro-arménienne Tulsi Gabbard directrice du renseignement national

Le président élu Donald Trump a nommé le sénateur de Floride Marco Rubio au poste de secrétaire d'État, a rapporté NPR en citant une déclaration de l'équipe de transition. Il devient le premier Latino à occuper le poste de plus haut diplomate du pays. Rappelons qu' en novembre 2023, Rubio a soutenu la loi sur la protection de l'Arménie, adoptée par le Sénat, qui prévoit l'interdiction de l'assistance militaro-technique du président américain à l'Azerbaïdjan. Rubio a alors déclaré que l'argent des contribuables américains ne devrait pas aller à l'Azerbaïdjan, un pays qui a semé l'instabilité dans la région. Puis, en avril 2024, le sénateur de Floride a voté contre l'octroi d'une aide de 95 milliards de dollars à Kiev et a « exhorté l'Ukraine à négocier la fin de la guerre avec la Russie, même si cela signifie que la Russie conserve une partie du territoire ukrainien ». Dans le même temps, il s'est opposé à la normalisation des relations avec Cuba et est connu pour sa position ferme à l'égard de la Chine, écrit Axios.

Autre nomination à regarder attentivement, celle de Tulsi Gabbard au poste de directeur du renseignement national, rapporte CNN. Cette ancienne membre démocrate du Congrès devenue partisane de Trump a été membre du Congrès pendant quatre mandats, candidate à l'élection présidentielle de 2020 et auteur de best-sellers pour le New York Times. T. Gabbard a servi avec distinction dans la réserve de l'armée américaine, notamment lors de trois déploiements au Moyen-Orient et en Afrique. Actuellement lieutenant-colonel, elle est chef de bataillon du régiment 1/354.

Connue pour son positionnement bipartisan et son engagement à faire passer le pays avant le parti, la carrière de T. Gabbard est marquée par un attachement indéfectible aux droits constitutionnels et à la sécurité nationale. Entrée en politique à l'âge de 21 ans en tant que membre de la Chambre des représentants de l'État d'Hawaï, elle s'est enrôlée dans la Garde nationale de l'armée après les attentats du 11 septembre et a servi avec honneur lors de multiples déploiements. Selon Zartok Media, au cours de son mandat au Congrès, T. Gabbard a siégé aux

commissions des services armés, de la sécurité intérieure et des affaires étrangères, défendant les droits et le bien-être des anciens combattants et des membres des forces armées. Après avoir quitté le Parti démocrate en 2022 pour devenir indépendante, elle a officiellement rejoint le Parti républicain en 2024, emballée par le leadership du président Trump.

En 2017, alors qu'elle était membre du Congrès, Gabbard a fait partie d'une équipe de législateurs américains qui ont visité la République d'Arménie et l'Artsakh, faisant face aux critiques de l'Azerbaïdjan pour son soutien à la région. Elle a publiquement accusé la Turquie d'avoir incité et encouragé la guerre de l'Artsakh de 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. T. Gabbard a cosigné une lettre adressée au secrétaire d'État Mike Pompeo, dans laquelle elle exprime son inquiétude face à la nouvelle agression de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh et à un conflit potentiel avec l'Arménie : « Les États-Unis doivent exhorter l'Azerbaïdjan à mettre immédiatement fin à ses attaques et la Turquie à cesser son implication, à la fois directement par l'utilisation de ses forces armées et indirectement en envoyant des mandataires associés à Al-Qaïda pour éliminer la population arménienne du Haut-Karabakh - une tactique que la Turquie a utilisée contre les Kurdes syriens. »

En 2019, T. Gabbard a coparrainé la résolution sur le génocide arménien avec plusieurs autres sénateurs et représentants de la Chambre des représentants des États-Unis afin d'établir la reconnaissance officielle par les États-Unis du génocide arménien et d'en perpétuer le souvenir. S'exprimant sur les massacres de 1915, T. Gabbard a fait remarquer que « l'Empire ottoman tentait de se débarrasser des populations arméniennes et chrétiennes, et les États-Unis ont accueilli de nombreux survivants ». En 2021, le président Joe Biden a officiellement reconnu que les massacres d'Arméniens perpétrés à l'époque ottomane constituaient un génocide.

Le président Trump a exprimé sa confiance dans le leadership intrépide de Tulsi Gabbard, soulignant son dévouement à la défense des droits constitutionnels et de la sécurité nationale. Il a déclaré : « Je sais que Tulsi apportera l'esprit intrépide qui a défini son illustre carrière à notre communauté du renseignement, en défendant nos droits constitutionnels et en garantissant la paix par la force. Tulsi nous rendra tous fiers ! »

14 novembre 2024

Trump risque de réserver quelques surprises en matière de politique étrangère dans le Caucase

Le dirigeant azerbaïdjanais Ilham Aliev a obtenu ce qu'il souhaitait lors de l'élection présidentielle américaine : Donald Trump retournera à la Maison Blanche. Mais les premières mesures prises par M. Trump pour constituer son équipe de politique étrangère suggèrent que son second mandat pourrait s'avérer plus difficile pour l'Azerbaïdjan que ne l'avait prévu M. Aliev.

D'une manière générale, la nouvelle administration Trump devrait mettre moins l'accent sur l'adhésion aux normes démocratiques et le respect des droits individuels en tant que lignes directrices de la politique étrangère des États-Unis. C'est une bonne nouvelle pour les dirigeants autoritaires, comme M. Aliev, ainsi que pour le parti au pouvoir en Géorgie, le Rêve géorgien, qui a adopté des politiques illibérales ces dernières années.

Avant le vote présidentiel américain du 5 novembre, M. Aliev a salué le premier mandat de M. Trump comme une période de « coopération très fructueuse » entre les États-Unis et l'Azerbaïdjan. Il supposait implicitement que les sentiments chaleureux et flous se poursuivraient lors d'un second mandat de Trump, représentant pour Bakou un répit bienvenu après quatre années de joutes verbales avec l'administration Biden au sujet du bilan de l'Azerbaïdjan en matière de droits de l'homme.

« À ce moment-là, c'est Trump, plus expérimenté et plus fort, qui dirigera les États-Unis. Cela lui permettra de concrétiser le slogan « Make America Great Again » », s'est réjouie l'agence de presse pro-gouvernementale Report.az dans un éditorial.

Mais certains aspects de la vision du monde de M. Trump, ainsi que ses choix personnels, pourraient créer des complications pour Bakou et Tbilissi. Pour commencer, les experts estiment généralement que les développements

géopolitiques dans le Caucase ont peu de chances de captiver M. Trump, et qu'il sera donc enclin à laisser l'élaboration de la politique américaine entre les mains de ses subordonnés. Dans ce cas, la nouvelle largement diffusée selon laquelle Trump a l'intention de nommer le sénateur de Floride Marco Rubio au poste de secrétaire d'État est une source d'inquiétude à Bakou.

Rubio, connu pour ses positions interventionnistes en matière de politique étrangère, s'est exprimé ouvertement sur le bilan de l'Azerbaïdjan en matière de droits de l'homme et sur la façon dont il traite les Arméniens du Karabakh. En juin 2023, il a co-rédigé un projet de loi visant à condamner le blocus du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan et à imposer des sanctions au pays. Il s'est également montré très critique à l'égard de la répression exercée par l'administration Aliiev contre les opposants politiques et les dissidents.

La nomination de Rubio pourrait alimenter les craintes à Bakou que la politique étrangère américaine ne donne suite à une promesse faite par M. Trump en octobre sur les médias sociaux, soutenant fermement l'Arménie dans le processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan : « Lorsque je serai président, je protégerai les chrétiens persécutés, j'œuvrerai pour mettre fin à la violence et au nettoyage ethnique, et nous rétablirons la PAIX entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », a écrit M. Trump.

Certains experts azerbaïdjanais repensent aux quatre prochaines années.

« À ce stade, il est difficile de dire ce que l'administration Trump signifiera concrètement pour le Caucase du Sud, car de nombreuses incertitudes subsistent. Beaucoup dépendra de la manière dont l'administration Trump donnera la priorité à cette région, mais jusqu'à présent, elle n'a jamais fait partie de ses dix premières priorités », a écrit Shujaat Ahmadzade, un analyste basé à Bakou, sur X.

Étant donné le penchant de M. Trump pour la gouvernance de type homme fort, telle que pratiquée par le Hongrois Viktor Orbán, les dirigeants du Rêve géorgien à Tbilissi espèrent probablement que le retour de M. Trump atténuera la pression exercée par l'Occident sur Tbilissi en faveur de réformes démocratiques, étant donné que leur politique a reçu l'aval de M. Orbán. Toutefois, certains experts régionaux notent que le retour de M. Trump pourrait avoir des conséquences économiques majeures pour Rêve géorgien et d'autres gouvernements de la région.

Si M. Trump s'aligne idéologiquement sur Rêve géorgien, ce point commun risque d'être éclipsé par son manque général d'attention pour la région, a déclaré Julie George, professeur de politique comparée à la City University of New York.

« Je m'attends à ce qu'une administration Trump soit plutôt inactive en ce qui concerne le Caucase, en particulier dans le domaine de la promotion de la démocratie et de l'aide économique », a déclaré M^{me} George. La Géorgie est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide américaine dans la région, recevant plus de 150 millions de dollars en 2023, selon les données du gouvernement américain . M. Trump a laissé entendre qu' il réduirait le financement des programmes qui ne présentent pas d'avantages clairs et évidents pour les intérêts américains.

« L'élection de Trump provient de plusieurs composantes de l'humeur américaine, dont l'une est plus isolationniste et moins intéressée par les dépenses de développement international », a expliqué M. George. « La nouvelle génération de dirigeants n'est pas attachée aux alliances et aux hiérarchies de la guerre froide et ne considère pas l'impérialisme russe avec la même urgence que les générations précédentes. »

La présidence Trump pourrait également réserver un autre type de surprise à Rêve géorgien. En effet, M. Trump entretient une relation de longue date avec Mikheil Saakashvili, figure de l'opposition géorgienne et ancien président, qui remonte à l'époque de la pré-présidence de M. Trump, lorsqu'il envisageait de construire une tour à l'effigie de M. Trump dans la ville de Batumi, au bord de la mer Noire. M. Saakashvili a fortement encouragé le projet et a même fait venir M. Trump en Géorgie pour une tournée de relations publiques. En retour, M. Trump a qualifié M. Saakashvili de « nouvel ami » et a loué le sens des affaires du dirigeant géorgien.

« Nous allons avoir beaucoup de plaisir et de succès ensemble », a déclaré M. Trump en 2011.

Bien que le projet de tour à Batoumi ait échoué, les deux hommes semblaient rester en bons termes : M. Saakashvili a publiquement soutenu M. Trump pendant le premier mandat de ce dernier. Étant donné la grande valeur que Trump accorde aux relations personnelles, il est possible que Saakashvili, aujourd'hui emprisonné, puisse rétablir un canal de communication avec Trump qui a des implications contrariantes pour les responsables géorgiens de Rêve.

Les questions ouvertes entourant la politique américaine pendant le second mandat de M. Trump brouillent déjà les calculs géopolitiques dans le Caucase, a déclaré M. Ahmadzade, l'expert basé à Bakou.

« Les petits pays comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie devront probablement accélérer leurs efforts pour rééquilibrer leurs relations avec d'autres grandes puissances, notamment la Russie et la Chine », a-t-il écrit.

AZERBAÏDJAN

Nouvelles d'Arménie Magazine

14 novembre 2024

« Notre porte reste ouverte », dit le chef négociateur azerbaïdjanais après l'incident avec la France

Le négociateur en chef de la présidence azerbaïdjanaise de la COP29 a répondu jeudi à l'incident diplomatique entre la France et son pays en affirmant que la conférence sur le climat de l'ONU était « inclusive ».

« Nous avons ouvert notre porte pour que tout le monde puisse participer à des discussions constructives et fructueuses. Notre porte reste ouverte », a déclaré Ialtchine Rafiev lors d'une conférence de presse, au lendemain de l'annonce que la ministre française du climat annulait sa venue à cause d'un discours virulent du président Ilham Aliev contre la France.

« Le pays hôte, l'Azerbaïdjan, a fait en sorte que le processus soit inclusif », a dit M. Rafiev, l'homme qui coordonne au quotidien les difficiles négociations de cette COP. Il a rappelé que quelque 80 dirigeants et « des centaines de ministres » étaient attendus à Bakou.

« Nous espérons que tous les participants n'ont qu'une seule intention, celle de nous rejoindre dans cet effort collectif en vue d'un résultat positif », a-t-il ajouté. Dans un discours mercredi, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a réitéré des attaques contre la France, dénonçant l'histoire coloniale du pays et parlant de

« crimes » du « régime du président Macron » dans ses territoires d'outre-mer. Devant des représentants d'Etats insulaires, dont une partie l'ont copieusement applaudi, il a accusé le « régime du président Macron » d'avoir « tué 13 personnes et blessé 169 personnes (...) pendant les légitimes protestations du peuple kanak en Nouvelle-Calédonie ».

Quelques heures plus tard, la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, a annoncé depuis Paris qu'elle ne se rendrait plus à la COP29 en réaction à des attaques « inacceptables ».

Le président français, Emmanuel Macron, n'était pas venu au sommet de dirigeants du début de la COP29, mardi et mercredi.

photo : domaine public
